

Conflit civil, guerre asymétrique et intervention militaire

Faute d'une initiative diplomatique musclée de la part des Européens, soutenir l'intervention militaire limitée décidée par l'ONU était la seule possibilité. Armer tout de suite l'opposition libyenne ne pouvait qu'aboutir à une impasse tant le rapport des forces était en sa défaveur. L'issue du conflit ne viendra que de négociations politiques sous l'égide de l'Union africaine et de la Ligue arabe.

HÉLÈNE PASSTOORS

Tout en n'étant pas du tout spécialiste de la Libye ou du monde arabe, mais ayant quelque expérience de conflits civils, j'ai été, à ma façon, comme toute personne de gauche, tourmentée par des questionnements, des doutes et des craintes par rapport à l'intervention militaire décidée par le Conseil de sécurité et à l'avenir de la révolte et du conflit libyens. Tous nous avons suivi avec grande joie l'écllosion spectaculaire du « printemps arabe », puis avec une angoisse croissante le sort des insurgés libyens sous le feu des forces militaires de Kadhafi. Que fallait-il faire ? Après trop de tergiversations des gouvernements, la question a cessé d'être rhétorique ou théorique : il fallait agir pour que la révolte, ô combien légitime, ne soit pas écrasée dans le sang. Il a fallu alors prendre position sur la demande libyenne d'une intervention militaire restreinte, sous l'égide de l'ONU. Cela n'a été facile pour personne. Cependant, se cacher derrière l'indécision n'est pas une option honorable non plus. Et ainsi le débat, parfois méchant, méprisant, accusateur, se poursuit, toujours passionné, angoissé quant aux suites et conséquences de cette intervention. Pour ceux issus ou proches du monde arabe et de la cause palestinienne, le « débat » et le choix prennent des dimensions particulièrement douloureuses, allant droit au cœur et aux tripes.

Dans tout ce grand bruit, on décèle cependant nombre de raccourcis et d'arguments irréflechis qui ne sont guère utiles, sauf pour échauffer encore plus les esprits et instaurer un dialogue de sourds.

Je voudrais réagir à l'un de ces arguments, notamment à l'alternative à l'intervention telle qu'énoncée par Rony Brauman dans une interview de

Libération et reprise sur le blog d'Hugues le Paige¹ et qui consisterait en la reconnaissance du Conseil national de transition (CNT), telle que l'a fait la France, puis « en soutenant militairement l'insurrection: lui fournir des armements et des conseils militaires pour rééquilibrer le rapport des forces sur le terrain ». Que signifie la proposition d'un tel soutien militaire à l'opposition libyenne? Qu'on soit, à première vue, d'accord avec cette proposition de M. Brauman ou pas, poser cette question a l'avantage de permettre de débayer un peu quelques aspects du conflit libyen et d'en examiner les enjeux.

MODIFIER LE RAPPORT DE FORCE POLITIQUE

Par souci de clarté, je voudrais rappeler que, dans ce genre de conflit civil, y compris un conflit armé avec usage de « contre-violence » de la part des insurgés, *l'objectif est toujours un changement de rapport de force politique* et non pas militaire. Les objectifs stratégiques de l'opposition sont, d'une part, le ralliement d'un maximum de citoyens (voir sur le site du CNT sa stratégie d'adhésion citoyenne des villes « libérées »), d'autre part, de provoquer des divisions à l'intérieur du régime, ces deux volets stratégiques menant finalement à la table de négociations. Car tous les conflits civils terminent, tôt ou tard, à la table de négociations. Hormis le coup d'État, mais ceci est un autre débat. Il s'agit dès lors pour les deux parties du conflit d'y arriver avec le rapport de force politique le plus favorable.

On ne doit pas s'attendre à ce qu'un régime cède facilement à la force (ce qui ne sera sûrement pas le cas ici). La réaction initiale, « naturelle » est de serrer les rangs. Ensuite, il faudra des fissures internes pour que les choses bougent. La force militaire pure et simple ne fera pas l'affaire. Je crois donc que, dans ce cas précis, il faut compter sur les efforts diplomatiques de l'Union africaine, sans doute également de la Ligue arabe et/ou d'autres pays arabes, pour agir sur ces fissures internes et convaincre le régime qu'un cessez-le-feu rapide et un début de négociations sont aussi dans son intérêt. Pour les insurgés, par contre, il ne sera probablement pas facile de déterminer à quel moment s'ouvrir aux négociations, c'est-à-dire de décider quand le rapport de force politique aura basculé suffisamment, à leurs yeux, pour leur donner l'avantage.

Alors que penser de l'intervention militaire telle que décidée par le Conseil de sécurité (à la demande de la Ligue arabe, appuyée par l'Afrique du Sud et le Nigeria, les deux membres africains du Conseil de sécurité) avec pour but de limiter le déploiement contre les citoyens en révolte, des moyens redoutables dont dispose une armée moderne? Rony Brauman donne plusieurs arguments contre une telle intervention pareils à ceux qui nous taraudent tous depuis plusieurs semaines. Mais alors, comme il dit, l'alternative aurait-elle été — et serait-elle encore — l'appui militaire aux insurgés pour « rééquilibrer le rap-

¹ <www.liberation.fr> et <www.blogs.politique.eu.org>.

port de force sur le terrain » ? Notons d'abord que, tel qu'énoncé, l'objectif de cette « alternative » ne diffère au fond pas de celui de l'intervention militaire actuelle. Mais contrairement au Conseil de sécurité, M. Brauman voudrait l'atteindre en armant l'opposition. Il faudrait donc, selon lui, armer, entraîner et soutenir militairement les insurgés libyens. Belle idée, mais qui doit les armer ? Nos gouvernements ? Comment ? Pour ainsi « rééquilibrer », quel rapport de force ? Militaire ? Comment ? En envoyant avions, chars, artillerie lourde, haute technologie militaire, etc. (en plus d'instructeurs) ?

UN CONFLIT MILITAIRE ASYMÉTRIQUE

Soyons réalistes. Il ne peut être question d'équilibre de rapport de force *militaire*. Il s'agit d'un conflit armé asymétrique, dans lequel, par définition, les citoyens armés ne sont jamais dans une position de vaincre militairement les forces armées du régime au pouvoir. Les seuls moyens de faire basculer le rapport de force *politique* dans un tel conflit sont les tactiques de la guérilla (ne parlons pas ici du terrorisme, il y a une différence tactique et morale importante entre les deux), combinée donc avec une stratégie proprement politique pour mobiliser les citoyens. Il s'agirait donc d'armer et d'entraîner une guérilla (qui pourrait bien devoir se poursuivre, même après une éventuelle réussite de cette intervention militaire limitée). Or, par le passé, les gouvernements occidentaux n'ont jamais armé et entraîné même les plus légitimes des mouvements de libération et les plus modérés quant à l'usage de la violence. (C'était l'URSS, la RDA, Cuba, etc. et, parfois même la Libye de Kadhafi, qui le faisaient). S'ils l'ont fait, notamment les États-Unis, c'était en soutenant secrètement des guerres civiles par procuration, rappelez-vous les Contra au Nicaragua et l'Afghanistan du temps de l'intervention soviétique et autres. Est-ce cela, ce qu'on veut ? Ou est-ce que, en attendant, on ne préférerait pas une intervention limitée sous l'égide de l'ONU et sous le contrôle de nos Parlements ?

Il est par ailleurs clair que les insurgés libyens reçoivent déjà depuis quelque temps une aide militaire. Seulement ils n'étaient — et ne sont — pas encore prêts pour un tel conflit armé asymétrique. Ce n'est pas une question de courage et d'enthousiasme, aussi admirables qu'ils soient ; une telle lutte armée ne s'improvise pas. (En fait, forcée ou pas, l'opposition libyenne commet la même erreur que la résistance armée contre Pinochet dans la foulée du coup d'État de 1973 : ils s'imaginaient qu'ils pouvaient battre militairement l'armée chilienne. Avec comme résultat qu'ils furent écrasés sans beaucoup de problème.) D'autre part, une insurrection armée, c'est-à-dire l'armement du peuple, s'improvise encore moins face aux moyens dont disposent les forces armées de nos jours. La situation en Libye le montre amplement. C'est pour cela que le CNT a demandé une intervention étrangère limitée à l'élimination des moyens militaires les plus redoutables du régime et sans doute pour gagner du temps pour s'organiser et préparer la suite.

Il est clair aussi que la stratégie de Kadhafi est précisément de les empêcher par tous les moyens de s'organiser, de mobiliser les citoyens, de s'armer et de s'entraîner afin de renverser le régime si celui-ci n'est toujours pas prêt à se rendre à la volonté des citoyens par des moyens pacifiques.

LES SOLUTIONS DIPLOMATIQUES

S'il y avait des alternatives à cette intervention militaire, c'était dans le domaine de la diplomatie (la reconnaissance par la France du CNT appartient à ce domaine). Et là les gouvernements européens et autres ont raté le coche, incapables qu'ils étaient d'une offensive diplomatique commune et forte avant que la situation sur le terrain ne se détériore gravement. La gauche a dès lors été confrontée à un choix difficile : étant donné qu'une intervention diplomatique musclée serait venue trop tard pour empêcher que la révolte libyenne — ainsi que les autres révoltes dans la région — ne soit écrasée dans le sang, fallait-il appuyer l'intervention militaire dans les limites imposées par le Conseil de sécurité ? Qu'on l'appelle « humanitaire » ou qu'elle soit en fait — ce que je dirais — plutôt d'ordre politique (y compris avec des calculs économiques pour l'avenir, après le changement de régime), je crois que c'est ce qu'il fallait faire.

D'ailleurs, de ce point de vue, on commence à comprendre également, même si nous critiquons la passivité de l'Occident envers Israël, pourquoi une telle intervention n'a jamais été envisagée en Palestine. On n'a pas besoin de crier à l'hypocrisie morale, aux complots, etc. : la situation se présente très différemment.

Espérons donc que les efforts diplomatiques de l'Union africaine et des pays arabes s'engagent rapidement et arriveront à l'ouverture de négociations proprement libyennes. Entretemps, c'est à nous et à nos élus de nous assurer que l'intervention militaire reste limitée aux objectifs, tant en Libye même qu'en dissuadant d'autres régimes de déployer toute la force de leurs armées contre les révoltes citoyennes.

Pour le reste, c'est aux peuples eux-mêmes d'agir et de décider. ■

Le 23 mars 2011